









Le Fédéralisme

Quelles relations entre le gouvernement fédéral et les autres paliers de gouvernement?

The question of the relation of the states to the federal government is the cardinal question of our Constitutional system. It cannot be settled by the opinion of one generation, because it is a question of growth, and each successive state of our political and economic development gives it a new aspect, makes it a new question
- Woodrow Wilson

Déf. Fédéralisme

- Système pol. dans lequel il existe des unités locales de gouvernement (États, provinces, etc.) ainsi qu'un gouvernement national, qui peut prendre des décisions dans des domaines (champs de compétence) qui ont un impact sur la vie des citoyens de chaque État

États fédéraux dans le monde



Aux USA:

Les Américains ont une double
citoyenneté (14^e amendement de la
Constitution):

américaine

+

new yorkaise, californienne,
virginienne, etc.















Questions fondamentales depuis la naissance des USA:

- Qu'est que les gouvernements fédéral et des États ont le droit de faire?
- Quels sont les pouvoirs du gouvernement fédéral et des États et comment ceux-ci doivent-ils être exercés?

...sujet de querelles quotidiennes au pays...

Exemple:



John Ashcroft contre l'État de l'Oregon (2001)

Ashcroft contre l'euthanasie

- Demande à des agents fédéraux d'interdire aux médecins de l'État de prescrire des médicaments utilisés pour euthanasier les patients
- Cherche ainsi à annuler la loi de l'Oregon autorisant cette pratique (*Death with Dignity Act*)



Euthanasie en Oregon

- Un des quatre États où la pratique est légale (avec Washington – 2008, Montana – 2008 et Texas dans une certaine mesure – 1999)
- Plus de 300 habitants de l'État ont mis fin à leurs jours de cette façon depuis l'entrée en vigueur de la loi en 1994



Loi toujours en vigueur...

- 2002: *U.S. Court of Appeals for the Ninth Circuit* juge qu'Ascroft n'a pas le droit d'annuler la loi de l'Oregon
- 2006: Cour suprême rejette de nouveaux efforts de l'administration Bush d'annuler la loi (*Gonzales v. Oregon*)

Trois paliers (ordres) de gov. aux USA

- Gouvernement fédéral (1)
- Gouvernements des États (50)
- Administration locales (près de 90 000 unités)

Paradoxe!

- Américains = méfiants envers le pouvoir pol.
- Mais 90 000 organisations gouvernementales régissent la vie pol. US



Plan

- 1- Partage fédéral des compétences selon la Constitution
- 2- Le gouvernement local
- 3- Le gouvernement des États
- 4- Le développement politique du fédéralisme US

3 idées centrales à retenir

- 1- La division des pouvoirs entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des États a été le produit d'un marchandage politique entre les Pères fondateurs
- 2- Le fédéralisme américain n'est pas figé dans le temps; il évolue et se transforme au gré des conjonctures politiques
- 3- Le gouvernement fédéral est devenu plus puissant avec le temps, mais le système fédéral américain prévoit encore aujourd'hui une grande décentralisation

1- Partage fédéral des compétences selon la Constitution

- Constitution détermine assez précisément le partage des compétences entre le gouv. fédéral et les États
- Mais les prescriptions de la Constitution ont été approfondies, complétées et raffinées par des jugements de la Cour suprême et l'évolution pol. des USA

Ce que dit la Constitution...
(Voir Corbo et Gagnon, p. 69)

POUVOIRS CONSTITUANTS

- Art. 5: partage des pouvoirs pour amender la Constitution U.S.
- Habituellement: Congrès adopte projet d'amendement par les 2/3 de chaque chambre et États ratifient amendements si 3/4 des législatures des 50 États approuvent dans les délais prescrits

POUVOIRS LÉGISLATIFS

(Voir Corbo et Gagnon, p. 69)

- Art. 1, section 8 de la Constitution: énumère les pouvoirs du Congrès (taxation, monnaie, déclarer la guerre... + « et de faire toutes les lois nécessaires »)
- Art. 1, section 4: Législatures d'États déterminent procédures d'élections fédérales
- 10^e amendement de la Constitution
(* Les pouvoirs qui ne sont pas délégués aux États-Unis par la Constitution, ni refusés par elle aux États, sont réservés aux États *)



POUVOIRS EXÉCUTIFS

(Voir Corbo et Gagnon, p. 70)

- Art. 2, section 2 de la Constitution: énumère les pouvoirs du président
- Constitution fort silencieuse quant aux pouvoirs des gouverneurs des États



POUVOIRS JUDICIAIRES

- Art. 3, sections 2-3 de la Constitution: énumère les pouvoirs de la Cour suprême
- Marbury v. Madison (1803): la Cour affirme son pouvoir de *Judicial Review*
- Constitution fort silencieuse quant aux pouvoirs des gouverneurs des États



POUVOIRS INTERDITS

(Voir Corbo et Gagnon, p. 70)

- Art. 1, section 9-10 de la Constitution
 - Gouvernement fédéral
 - Pas de lois rétroactives
 - Pas de taxes ou droits sur exportations des États
 - Gouvernements des États
 - Pas de lois rétroactives
 - Aucun traité ou alliance
 - Aucun droit de monnaie
 - Aucune force armée sans l'accord du Congrès

OBLIGATIONS

(Voir Corbo et Gagnon, p. 70)

- Art. 4, sections 3-4 et 1 de la Constitution
 - Gouvernement fédéral
 - Défense des États contre les invasions ou « toute violence intérieure »
 - Gouvernement fédéral
 - Reconnaissance des actes d'état civil et judiciaires des États



Pouvoirs écon., financiers et fiscaux

- Gouv. fédéral a le pouvoir de:
 - **taxer et imposer** les citoyens et emprunter pour ses fins propres
 - **fournir un ensemble de conditions nécessaires à l'activité écon.**, financière et commerciale (responsable de la monnaie, des poids et mesures, de la faillite, des brevets et droits d'auteurs, du système postal et des routes
 - **légiférer** dans le domaine du **commerce entre les États** et conclure des **traités internationaux**



Politique étrangère

- Constitution fait du gouv. fédéral le maître d'œuvre de la PÉ
 - Pouvoir de déclarer la guerre (Congrès)
 - Pouvoir de négocier (Président) et de ratifier (Sénat) les traités internationaux
 - Fonction de représentation à l'étranger (Président)
 - Fonction de commandant en chef des forces armées (Président)
 - Interdit aux États de conclure des traités ou alliances avec pays étrangers
 - Interdit aux États de conclure des accords entre eux sans l'accord du Congrès
 - Pouvoir de créer et de réglementer les forces armées (Congrès)
 - Interdit aux États de se doter de leurs propres armées sans autorisation du Congrès

Consolidation de l'Union fédérale

- Constitution attribuée au gouv. fédéral plusieurs pouvoirs et compétences lui permettant de renforcer l'Union entre les 13 colonies:
 - Naturalisation (citoyenneté)
 - Recensement national décennal
 - Institution et organisation des tribunaux fédéraux
 - Pouvoir d'admettre de nouveaux États dans l'Union, de gérer les territoires nationaux qui ne sont pas érigés en États et d'assurer le respect de l'intégrité territoriale du pays
 - Mise en œuvre des lois du Congrès par le Président et l'administration publique fédérale (et non par les États)

Potentiel évolutif du partage des pouvoirs

- Rappel:
 - En construisant le nouvel État fédéral, Pères fondateurs = attachés à leurs États respectifs et veulent préserver une aire d'autonomie pour ces États
 - 10^e amendement (1791): va dans ce sens et attribue aux États tous les pouvoirs qui ne sont « pas délégués aux USA par la Constitution » (contrairement au cas canadien) "

Or, 2 dispositions de la Constitution finiront par avantager État fédéral

1- section 8 de l'article 1 (dernier paragraphe)

« Clause élastique »: le Congrès a le pouvoir de faire « toutes les lois nécessaires et convenables pour mettre à exécution les pouvoirs du gouvernement fédéral »

Fameuse « clause élastique »

- Peut être interprétée de diverses manières
- A permis à des dirigeants fédéraux énergiques et imaginatifs (ex.: FDR, Wilson, W. Bush, etc.) d'élargir le rôle du gouv. fédéral dans de nombreuses sphères de la société américaine

2- Préambule de la Constitution

- Confère une grande légitimité populaire à l'État fédéral, car il mentionne que le gouvernement des USA
 - a été établi par le peuple lui-même
 - s'engage à défendre des valeurs chères aux Américains: Paix, Justice, Bien-être général, Liberté

Problème aujourd'hui:

- La question des partages des pouvoirs entre le fédéral et les États continue à soulever de vifs débats
- Débats entre Hamilton et Jefferson sont toujours pertinents

Âge légal pour boire de l'alcool

- Décision des États, mais 21 ans partout
- Cause: *National Minimum Drinking Age Act of 1984*, loi fédérale qui oblige États à observer la règle de 21 ans, sinon ils perdent 10% du budget alloué par le fédéral à la réfection des autoroutes



Mariage gai

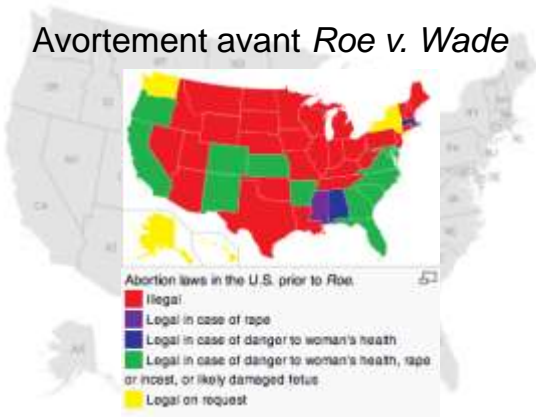


- A été légalisé dans une poignée d'États:
 - Massachusetts, Connecticut, Iowa, Vermont, New Hampshire, New York, et Washington D.C. (présentement en vigueur)
 - Californie (a été en vigueur entre juin et novembre 2008)
 - Annulé par proposition 8 (amendement à la Constitution de l'État)
 - Août 2010, un juge fédéral déclare que proposition 8 = anticonstitutionnelle

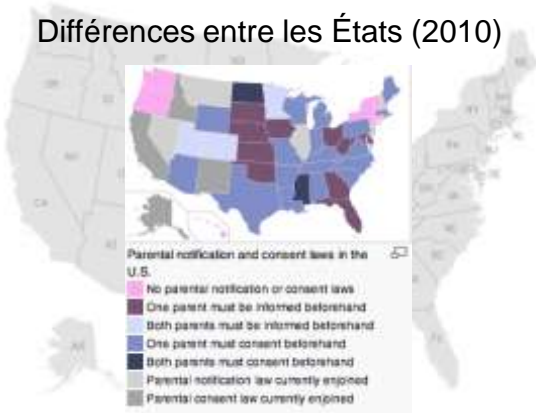
Avortement

- Légal dans les 50 États depuis *Roe v. Wade* (1973), qui a reconnu l'avortement comme un droit constitutionnel, invalidant les lois des États le prohibant ou le restreignant
- Plusieurs différences entre les États quant aux règles (ex.: notification ou accord parental pour les moins de 18 ans?)
- Restrictions envisagées dans plusieurs États et lois visant à bannir avortement aussitôt le renversement de *Roe v. Wade* : http://www.usatoday.com/news/washington/2006-04-16-abortion-states_x.htm

Avortement avant *Roe v. Wade*

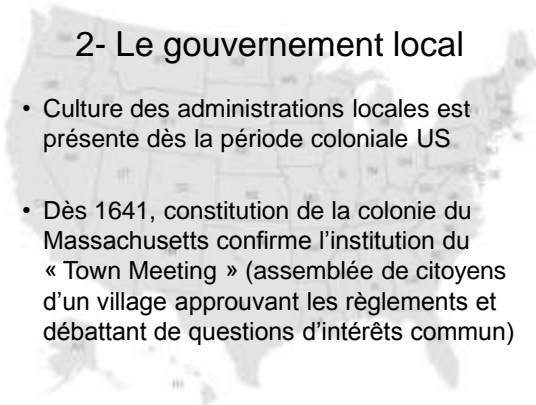


Différences entre les États (2010)



2- Le gouvernement local

- Culture des administrations locales est présente dès la période coloniale US
- Dès 1641, constitution de la colonie du Massachusetts confirme l'institution du « Town Meeting » (assemblée de citoyens d'un village approuvant les règlements et débattant de questions d'intérêts commun)



Massachusetts a conservé cette culture



Administration locales

- Sont répandues à l'ensemble du pays; près de 90 000 unités politiques! (Voir Corbo et Gagnon, p. 65)
- Dépendent des États, qui ont autorité sur leur organisation, fonctionnement et financement
- Sont dominées par les membres des partis démocrate et républicain
- Appartiennent à deux grands types (gouv. à vocation générale et gouv. à vocation spécialisée)

Gouv. à vocation générale

Deux types: « county » et municipalité
(Voir Corbo et Gagnon, p. 71-74)

1- Le « county » (près de 3000 au pays)

- Responsabilités
 - appliquer localement des lois ou des règlements de l'État ou dispenser des services (bureau d'enregistrement, documents d'état civil, organisation des élections, perceptions de taxes, etc.)
 - Exercer de façon autonome diverses tâches (prisons, services de santé publique, ramassage des ordures, pompiers, égouts, etc.)



2- Les municipalités (près de 36 000 gouvernements municipaux de toutes formes)

- Village, Towns et Townships
- Cités, villes et zones métropolitaines
- Responsabilités multiples: percevoir des taxes, assurer la sécurité (police, incendie, etc.), offrir les services (transport public, hygiène publique, etc.)

Maires de certaines villes = figures politiques nationales



Gouv. Spécialisés

(Voir Corbo et Gagnon, p. 74-76)

- **Districts scolaires**
 - Gèrent services d'éducation primaire et secondaire publics
 - Liste complète au lien suivant:
<http://www.edunet.ie/links/usdistricts.html>
- **Districts spéciaux**
 - Sont voués à une fonction ou à un service public précis (incendie, cimetières, hopitaux, etc.)
 - Il en existe 3 400 en Californie et 6 900 dans l'État de New York!

3- Le gouvernement des États

- Les États-Unis sont constitués de 50 États, qui possèdent chacun un gouvernement qui leur est propre
- Donc, 50 constitutions écrites, systèmes politiques distincts
- Les Américains sont influencés par les décisions du gouv. de l'État dans lequel ils habitent en + des décisions du gouv. fédéral

Grande diversité entre les États

- Des vastes (Alaska = 1,7 millions de km²) et des minuscules (Rhode Island = 3000 km²)
- Des très peuplés (Californie = 36 millions) et des presque vides (Wyoming = 500 000)
- Des progressistes (Oregon) et des conservateurs (Utah)



À chaque État sa personnalité



Malgré leur diversité, 50 États:

- Sont régis par des Constitution qui incorporent des éléments philosophiques des Pères fondateurs:
 - People = unique source légitime du pouvoir
 - Séparation des pouvoirs (Exécutif; Législatif; Judiciaire)
 - Système des « poids et contreponds » (*Checks and Balances*)
 - Méfiance envers les abus de pouvoir et volonté de protéger droits et libertés des citoyens

Ces constitutions:

- Sont souvent plus longues et plus détaillées que la Constitution US (détails sur les mécanismes électoraux, emprunts et les budgets, fiscalité, relations entre les États et les gouvernements locaux, etc.)
- Procédure d'amendement = différente qu'à l'échelle fédérale (ex.: amendement peut être proposé par voie d'initiative populaire et doit – dans plusieurs États – être approuvé par voie de référendum

Exemples de constitutions d'États

- Nebraska (24 000 mots!)
<http://www.neded.org/files/research/stathand/parttwo/nebconst.html>
- Texas: <http://www.constitution.legis.state.tx.us/>
- Wyoming:
<http://legisweb.state.wy.us/statutes/constitution.asp>

Deux points à retenir à propos des gouvernements des États

- 1- Ils varient par l'ampleur et l'intensité avec lesquelles ils exercent leurs fonctions et leurs pouvoirs constitutionnels (certains gouvernements sont plus interventionnistes que d'autres; d'autres sont progressistes – Oregon; Californie; Minnesota – ou conservateurs – Mississippi; Louisiane)
- 2- Depuis 1930, le gouv. fédéral a considérablement accru son aide \$ aux États et a imaginé plusieurs programmes d'action conjointe avec eux (en santé, dans le domaine des transports, en éducation, etc.)

Rôle des gouverneurs

- Agir comme chef de l'État (fonction de représentation) et chef du gouv. de l'État (gestion de l'appareil gouv. et administratif de l'État)
- Mettre au point un budget
- Initier des idées de projets de loi

Les gouverneurs:

- Disposent d'un droit de veto sur les projets de loi adoptés par les législatures d'État; et souvent d'un *line item veto*
- Sont souvent des vedettes au sein de leur parti et des étoiles montantes de la pol. US

Un tremplin vers la présidence?



Andrew Johnson (D)
Gouverneur du Tennessee (1853-1857)
Président (1865-1869)



Rutherford Hayes (R)
Gouverneur de l'Ohio (1868-1872; 1876-1877)
Président (1877-1881)



Grover Cleveland (D)
Gouverneur de New York (1883-1885)
Président (1893-1897)



William McKinley (R)
Gouverneur de l'Ohio (1892-1896)
Président (1897-1901)



Woodrow Wilson (D)
Gouverneur du New Jersey (1911-1913)
Président (1913-1921)



Calvin Coolidge (R)
Gouverneur du Massachusetts (1919-1921)
Président (1923-1929)



FDR (D)
Gouverneur de New York (1929-1933)
Président (1933-1945)



Ronald Reagan (R)
Gouverneur de la Californie (1967-1975)
Président (1981-1989)

En élection en novembre 2010...



Lien: <http://elections.nytimes.com/2010/governor>

Salaire des gouverneurs?

- Varie entre 70 000\$ (Maine) et 179 000\$ (New York)
 - Schwarzenegger: 175 000\$
 - Palin: 85 779\$
- En comparaison:
 - Barack Obama: 400 000\$
 - Joe Biden: 208 000\$



Tribunaux des États

- Chaque État a son système de tribunaux civils, criminels, administratifs, système coiffé par une Cour suprême
- Ces tribunaux disposent, au regard de la constitution de leur État et des lois et des actions des institutions de cet État, d'un pouvoir de « judicial review »

Principe du « Judicial Review »

- Idée que les tribunaux des États peuvent invalider des lois de la législature, des règlements des municipalités, des actions et des décisions de l'appareil gouvernemental, s'ils sont contraires à la constitution de l'État

Particularités institutionnelles des États

- Comparativement à ce qui se passe à l'échelle fédérale, les institutions des États accordent une certaine place à la démocratie directe
- Démocratie directe: système en vertu duquel les citoyens exercent eux-mêmes le pouvoir ou prennent eux-mêmes les décisions

4 types de mécanismes = inclus dans les constitutions de certains États
(Voir Corbo et Gagnon, p. 84)

1- Initiatives populaires

2- Référendums (ou référendums populaires)

3- Propositions législatives

4- « Recall »

Surtout dans l'Ouest...



1- Initiatives populaires (*Ballot Initiatives*)

- Outil permettant aux citoyens, par voie de pétition, de soumettre des projets de loi ou d'amendements constitutionnels au vote populaire
- Ex.: le soir de la présidentielle de 2008, les Californiens ont voté sur la proposition 8, une initiative visant à amender la constitution de l'État pour interdire le mariage gai

Initiatives populaires en 2008 (environ 60 dont)

State	Proposition number	Action	Base-mobilising potential*
Arkansas	1	Bar unmarried couples from adopting children	
California	8	End same-sex marriage	
Colorado	48	Classify fertilised eggs as people	
Florida	2	Ban future same-sex marriages	
Massachusetts	2	Decriminalise petty marijuana use	
South Dakota	11	Ban most abortions	

Source: *The Economist* *Likely effect on state races

2- Référendums (ou référendums populaire)



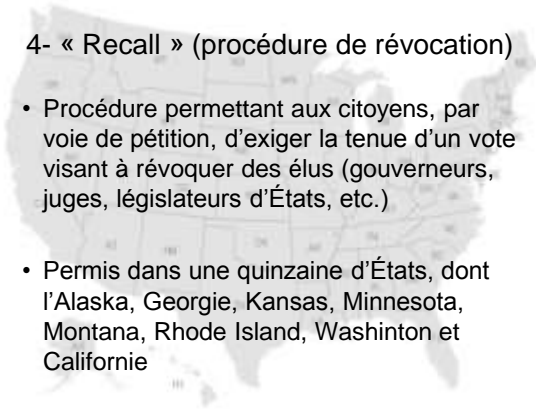
- Mécanisme permettant aux citoyens, par voie de pétition, de demander le vote populaire pour abroger des lois adoptées par la législature de l'État

3- Propositions législatives



- Dispositif en vertu duquel la législature d'un État demande le vote populaire sur un projet de loi ou un amendement constitutionnel

4- « Recall » (procédure de révocation)



- Procédure permettant aux citoyens, par voie de pétition, d'exiger la tenue d'un vote visant à révoquer des élus (gouverneurs, juges, législateurs d'États, etc.)
- Permis dans une quinzaine d'États, dont l'Alaska, Georgie, Kansas, Minnesota, Montana, Rhode Island, Washinton et Californie

Seulement 2 gouverneurs ont été victimes de cette mesure dans l'histoire



Lynn Frazier (R)
Dakota du Nord (1921)



Gray Davis (D)
Californie (2003)

4- Le développement politique du fédéralisme US

- Le fédéralisme US s'est transformé depuis la naissance de la République, tantôt au profit du gouv. fédéral, tantôt au profit des gouv. des États
- Le fédéralisme US a ainsi connu plusieurs phases historiques (Voir Gagnon et Corbo p. 84-86)

1^e phase: fédéralisme dual (1789-1865)

- Marquée par la coexistence d'efforts pour affirmer le fédéralisme et de réactions décentralisatrices
- Durant le règne de John Marshall (1801-1835), la Cour suprême rend plusieurs jugements majeurs affirmant les pouvoirs du gouv. fédéral
- Présidences énergiques de Jefferson (1801-1809) et de Jackson (1829-1837) jouent aussi un rôle important

1^e phase: fédéralisme dual (1789-1865)

- Réaction de certains États (Kentucky et Virginie): doctrine de « nullification »
- Selon cette doctrine: chaque État a le droit de ne pas mettre en œuvre sur son territoire une loi fédérale qu'il juge inconstitutionnelle
- États du Sud résistent aussi aux pressions du Nord d'abolir l'esclavage

2^e phase: fédéralisme dual partie 2 (1865-1901)

- On assiste alors à un certain équilibre des puissances entre le gouv. fédéral et les États
 - Présidences et Congrès faibles se succèdent après la mort de Lincoln (volonté d'élargir l'aire d'action du fédéral ne fait pas de doute, mais reste limitée)
 - Cour suprême rend des jugements consolidant les droits des États
 - Ex.: *Plessy v. Ferguson* 1896 valide une loi de la Louisiane permettant la ségrégation de services publics

3^e phase: fédéralisme coopératif (1901-1960)

- Période marquant une + grande collaboration entre fédéral et gouv. des États
- Système de subventions fédérales aux États fait son apparition pour répondre aux problèmes sociaux et écon. (ex.: crise des années 1930)
- Fédéral acquiert l'image du « serviteur » (*servant*) des États

4^e phase: fédéralisme créatif (1960-1968)

- Correspond aux présidences de Kennedy et de Johnson
- Volonté de mettre fin à la ségrégation raciale et à la pauvreté contribue à l'accroissement des subventions fédérales aux États et du nombre de réglementations fédérales (cela contribue à l'érosion de la puissance des États)

5^e phase: fédéralisme contemporain (1970-2001)

- La guerre au Vietnam réduit la possibilité d'action (\$) du gouv. fédéral
- Critique de l'État fédéraliste interventionniste (*Big Government*) sont populaires (Reagan; républicains du Congrès; etc.)
- Républicains estiment que les États sont les mieux placés pour régler leurs problèmes

6^e phase: après 9-11

- Retour en force du gouv. fédéral, notamment par la mise en œuvre de programmes visant à protéger la sécurité des Américains contre le terrorisme



Financement fédéral de projets des États

- Pierre angulaire des relations entre le fédéral et les États (subventions fédérales = 20% du revenu des États)
- Prend diverses formes (Voir Corbo et Gagnon, p. 88)
 - Categorical grants
 - Project grants
 - Block grants
 - Revenue-sharing grants

Ces programmes permettent au fédéral d'exercer une grande influence sur les États en:

- Établissant des normes et des obligations que doivent accepter les gouv. récipiendaires
- Décidant des objectifs, des domaines, de la répartition des fonds et des règles de gestion
- Agissant dans des champs d'action des États (santé, emploi, développement communautaire, etc.)

États possèdent des lobbyistes à Washington D.C.

